

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
6 rue Gradlon en CROZON**

Le Maire de la Commune de CROZON,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi N° 82-623 du 22 juillet 1982 et la loi N°83-8 du 7 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213.1,

Vu le Code de la Route,

Vu le nouveau Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Considérant que dans le cadre du déploiement de la fibre optique, la société CONSTRUCTEL 25 rue Nicéphore Niepce – 29200 BREST doit intervenir au droit du 6 rue Gradlon en CROZON pour des travaux de remplacement d'appui Télécom, du 22 septembre au 3 octobre 2025,

Considérant que ces travaux rendent nécessaire l'application de mesures de précautions spéciales

ARRETE

ARTICLE 1 **Du 22 septembre au 3 octobre 2025**

Le stationnement de tout véhicule sera interdit au droit du 6 rue Gradlon CROZON, afin de permettre la réalisation de travaux de remplacement d'appui Télécom.

ARTICLE 2 **Le 22 septembre au 3 octobre 2025**

Pendant les travaux, l'entreprise CONSTRUCTEL sera autorisée à intervenir sur le domaine public et la circulation des véhicules se fera par :

- Rétrécissement de la voie
- Cônes de signalisation
- Vitesse limitée à 30 km/h
- Stationnement interdit au droit du chantier
- Alternat pat feux tricolores ou manuel par piquet K10 ou panneaux B15/C18
- Panneaux AK5

ARTICLE 3 L'accès aux propriétés riveraines, aux secours et au service de répurgation sera maintenu.

ARTICLE 4 La pré-signalisation et la signalisation de chantier seront mises en place sous la responsabilité de la Société CONSTRUCTEL – 25 rue Nicéphore Niepce – 29200 BREST.

ARTICLE 5 Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 6 Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par apposition aux extrémités des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

ARTICLE 7 Tout véhicule gênant fera l'objet d'une mise en fourrière par un service de dépannage agréé aux frais du propriétaire, sous le contrôle de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 8 Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie.

ARTICLE 9 Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Directrice Générale des Services de la Ville de CROZON
Service de Police Municipale
BTA Gendarmerie de la Presqu'île de CROZON
Services Techniques Municipaux
Communauté des Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime.

Sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera transmis à la société CONSTRUCTEL – 25 rue Nicéphore Niepce – 29200 BREST.

Pour extrait certifié conforme
A CROZON, le 10 septembre 2025
P/Le Maire



L'Adjoint délégué

Philippe BRUN